

ne donnons pas à notre ministre à Washington le personnel et le logement convenables, la représentation du Canada à Washington, loin de hausser le prestige de notre pays, l'amoin-dra sensiblement.

Je ne tiens pas à retenir trop longtemps votre attention, mais selon moi, au point de vue de l'économie, au point de vue de notre dignité nationale, au point de vue de ce qui sied à notre service diplomatique dans une capitale comme Washington, il est essentiel que nous ayons un immeuble convenable pour loger notre légation et notre ministre sous un même toit. Tout autre arrangement ne sera pas satisfaisant. Il est fort difficile d'avoir un immeuble satisfaisant. Je ne crois pas que nous puissions en louer un qui représente un marché aussi avantageux pour le Canada qu'un achat immédiat.

L'hon. M. BENNETT: Monsieur le président, je désapprouve tout à fait ce déboursé à cette époque. A notre pays endetté de deux milliards et demi, on représente que sa position dans le monde se mesurera à l'éta-lage de faste qu'il fera. En raccourci, c'est l'exposé du premier ministre. Peu importe qu'il y ait une hypothèque sur l'établissement. Sauvegardez la façade et vous êtes un grand homme. Voilà ce que cela signifie. Je ne crois pas que le peuple canadien se laisse convaincre que sa situation dans le monde se mesurera à son acquisition d'un immeuble hypothéqué à Washington. Envisageons les faits tel qu'ils sont. Jusqu'à la Grande guerre et quelque temps après sa déclaration, les Etats-Unis, le pays le plus riche au monde, n'avaient pas d'hôtel à Londres pour loger son ambassadeur.

M. SPENCE (Maple Creek): L'ambassa-deur s'en plaignait, aussi.

L'hon. M. BENNETT: Et moi aussi je me plains en ce moment.

Une VOIX: Vous n'êtes pas l'ambassa-deur.

L'hon. M. BENNETT: Grâce au ciel! Et je ne le serai jamais, pour l'amour de mon pays. Il y a plus. M. Page, l'un des plus grands ambassadeurs que les Etats-Unis aient jamais eus en Europe, se logeait à l'hôtel Langham, à Londres. Et ce qu'il a fait, Vin-cent Massey ne peut pas le faire.

L'hon. M. CHAPLIN: Son Excellence!

L'hon. M. BENNETT: M. Page se logeait, dis-je, dans une hôtellerie à Londres. Je me souviens de l'y avoir vu. C'était convenable pour les Etats-Unis, le pays le plus riche au monde. Mais le Canada, qui a une popula-tion de neuf millions d'habitants et une dette

de deux milliards et demi, va dépenser un demi-million de dollars à Washington. Le peuple canadien désire-t-il instamment la chose? Le croyez-vous? Y a-t-il ici un dé-puté qui s'imagine que les cultivateurs cana-diens de l'Ouest ou de l'Est désirent qu'à une époque comme celle-ci nous affections un demi-million à l'achat d'un immeuble à Washington, quand nous n'avons pas d'argent pour payer des pensions à nos soldats? Un crédit d'un demi-million pour l'établissement d'une ambassade à Washington, quand l'am-bassade américaine à Londres, c'est l'immeu-ble donné à son pays à cette fin par feu J. P. Morgan. Et les Etats-Unis ne sont pas propriétaires de l'édifice qu'habite leur am-bassadeur à Paris, à l'heure qu'il est. Je le répète, nos voisins du sud n'étaient pas non plus propriétaires de l'édifice où logeait l'am-bassadeur américain, à Londres, jusqu'au jour où M. Morgan offrit en cadeau l'édifice ac-tuel au gouvernement des Etats-Unis. Et quelle est l'attitude des Etats-Unis en regard de la nôtre? Les Etats-Unis ont un repré-sentant à Ottawa et ce riche pays se contente de le loger à loyer. Et l'on tente de nous faire croire,—si le raisonnement du premier ministre est valable,—que le prestige des Etats-Unis va souffrir du fait qu'ils ne sont pas propriétaires de l'édifice où loge leur repré-sentant à Ottawa! Y a-t-il quelqu'un qui croira que nous avons tout notre bon sens lorsque nous votons des crédits aussi considé-rables que ceux de cette année, ce qui veut dire que notre bilan se soldera par un déficit,—si tous ces crédits sont déboursés? Sans remonter aux déficits du passé, ainsi que mon honorable ami l'a fait, l'exploitation de nos chemins de fer s'est soldée l'année dernière par un déficit de 10 millions de dollars;—le crédit destiné à cette fin cette année n'est pas de moins de 22 millions de dollars.

Supposons, toutefois, qu'il soit moins élevé que cela; supposons qu'il ne soit que de 10 millions de dollars. En dépit du budget prin-cipal et des crédits supplémentaires et du fait que nous n'avons pas pourvu au paie-ment des pensions de vieillesse,—il faudra pourtant déboursier une certaine somme de ce chef, car la Colombie-Anglaise se propose d'établir un système de pensions du vieil âge,—voilà que l'on nous affirme qu'il faut abso-lument dépenser un autre demi-million à Washington. Et la raison que l'on invoque, c'est qu'il faut faire bonne figure là-bas et faire respecter notre prestige par le peuple américain. Eh bien! si nous en sommes arri-vés à mesurer notre prestige à coups de dollars, voilà une sorte de diplomatie en la-quelle je n'ai pas du tout confiance. Le pres-